

L'urgence salariale est là. Les agent-es publics seront en grève le 19 mars.

A quelques jours de la grande journée de grève et manifestations pour les salaires dans la fonction publique, le ministre a convoqué mais sans la présider une réunion "diagnostic salarial".

Si partager les éléments de la situation très dégradée dans laquelle se trouvent les agent-es publics pour ensuite pouvoir prendre des mesures peut être intéressant, il faut pour cela que les éléments présentés au diagnostic ne soient pas un simple exercice d'auto satisfecit ministériel.

Contrairement à ce que le document adressé aux organisations syndicales laisse entendre, les agent-es publics n'ont pas gagné en rémunération ces dernières années. Ils ont même très largement perdu. C'est d'ailleurs le constat de l'INSEE.

On peut continuer par ailleurs à mélanger, comme c'est le cas depuis de trop nombreuses années dans de grandes opérations de communication gouvernementale, des éléments qui n'ont rien à voir entre eux... et qui ne relèvent pas de mesures salariales.

Mais, cela ne changera rien à la réalité de ce que vivent les agent-es publics, à savoir une dégradation réelle de leur situation salariale.

10 ans de gel du point d'indice puis des revalorisations minimales face à une inflation galopante ont eu des conséquences pour le quotidien des agent-es.

Aujourd'hui, la perspective d'une année salariale blanche est intolérable.

Non, les agent-es n'ont pas à avoir honte de demander une juste revalorisation de la rémunération de leur travail. Ils n'ont pas à s'excuser. Bien au contraire... ils sont tout à fait légitimes à revendiquer des mesures salariales générales.

Les inadmissibles annonces faites par Bruno Le Maire de plus de 20 milliards d'euros d'économies sur 2 ans vont se faire sur le dos des agent-es publics et des services publics.

L'austérité budgétaire comme dogme libéral est imposée sans autre justification.

Tandis que les services publics et les agent-es publics sont sacrifiés, les entreprises bénéficient des largesses gouvernementales : pas moins de 200 milliards d'euros sans contrepartie, des exonérations fiscales et sociales pour 200 milliards d'euros également tandis

que ces même entreprises versent 68 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires : cette situation n'est pas supportable.

Et en réalité, on peut trouver de l'argent en allant le chercher là où il est et notamment dans la lutte contre la fraude fiscale, outre la nécessité d'une réforme fiscale juste.

Les agent·es publics doivent être payé·es et revalorisé·es à la hauteur du travail qu'ils effectuent tous les jours pour les services publics et la population.

Pour Solidaires, il est indispensable de :

- attribution de 85 points d'indice pour toutes et tous
- Revalorisation du point d'indice
- indexation de la valeur du point sur l'inflation
- revalorisations des carrières féminisées.

**Les agent·es publics ont besoin d'actes, de mesures salariales d'ampleur.
Pour faire valoir ces revendications, les agent·es publics seront en grève le 19 mars.**